



# LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DA L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol 8 No 5 Décembre 2005

## A L'INTERIEUR...



7



8-9

POLITIQUE	3
RECAPITULATION 2005	4
COOPERATION	5
TRANSITIONS	6
PROFILE	7
ELECTIONS	8,9
INNOVATIONS	10
COMMERCE	11
COMMUNAUTE	12
PERSPECTIVE	13
LIVRES	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16



## La sécurité alimentaire renforcée par la coopération trans-frontalière

par Clever Mafuta

**LA SECURITE** alimentaire est l'une des difficultés les plus pressantes de la région et une collaboration régionale active offre la solution clé.

Le commerce intra-régional, une planification à long terme, des méthodes agricoles innovatrices, l'aide alimentaire et l'éloignement de la culture de base de ma s vulnérable à la sécheresse, ont aidé l'Afrique Australe à éviter la famine face à des sécheresses persistentes.

Depuis 2001 les quatre saisons de pluies ont toutes été des années de sécheresse. Seule la saison 2003/2004 a eu des pluies suffisantes et bien distribuées pour garantir une bonne saison agricole dans la plupart de la région.

Une grande partie du déficit en ma s de la région sera couvert par le commerce intra-régional, avec l'Afrique du Sud fournissant le gros des grains.

Selon le Bilan des grains du mois d'août du Département de l'Agriculture de l'Afrique du Sud, les prévisions nationales pour l'exportation de ma s pour l'année commerciale 2005/06 sont estimées à 1,56 millions de tonnes. Ces exportations sont surtout

destinées au Zimbabwe et aux pays du Syndicat des Douanes de l'Afrique Australe (Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland).

Suite à une saison des pluies 2004/05 en dessous de la normale, jusqu'à 10 millions de personnes en Afrique Australe sont menacées de famine et ont besoin d'assistance alimentaire jusqu'à la prochaine récolte en avril 2006.

Les pays les plus affectés sont le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe. Même le Botswana, qui n'a pas été récemment affecté par les pénuries alimentaires, a déclaré l'état d'urgence en juillet 2005.

Bien que les prévisions régionales de disponibilité de céréales dans la région de la SADC suggèrent une amélioration comparé à la saison précédente, la majorité des totaux nationaux en grains sont beaucoup plus inférieurs aux niveaux de l'année dernière. Le total régional le plus élevé est surtout le résultat de la sensationnelle récolte de ma s de l'Afrique du Sud et d'une réserve abondante.

L'année dernière, la disponibilité régionale de céréale était de 30.22 millions de tonnes, et cette année les prévisions la placent aux environs de 30.94 millions de tonnes.

suite page 2

# La sécurité alimentaire renforcée par la coopération trans-frontalière

Suite de la page 1

## Commerce transfrontalier informel de maïs durant la saison 2004/05

Source	Destination	Quantités (MT)
Tanzanie	Zambie	3 698
Tanzanie	Malawi	2 655
Zambie	Zimbabwe	13 106
Zambie	Malawi	2 156
Zambie	Tanzanie	93
Zambie	RDC	8 318
Mozambique	Zimbabwe	2
Mozambique	Malawi	71 229
Malawi	Tanzanie	637
Malawi	Zambie	33
<b>Total</b>		<b>101 928</b>

Source FEWSNET 2005

Dans tous les états membres, à l'exception de l'Angola, du Lesotho, de l'Afrique du Sud et de la République Unie de la Tanzanie, dans lesquels la production a augmenté depuis la dernière année de récolte, la disponibilité des gains est inférieure aux totaux de l'année dernière, et les pénuries de grains dans les nations affectées sont très élevées.

La région de la SADC a un déficit général de grain de 1,07 millions de tonnes en raison du surplus élevé en céréales, se montant à 4,18 million de tonnes, évalué en Afrique du Sud. Les pénuries critiques de grains sont évaluées au Zimbabwe (1,62 million de tonnes), Malawi (838 000 tonnes), Angola (624 000 tonnes) et Mozambique (523 000 tonnes).

Avec une population de 12 millions de personnes, le Malawi est confronté à sa pire récolte de maïs depuis 1992, produisant juste 1,23 million de tonnes, environ 58 pour cent des besoins annuels du pays. Selon l'Unicef, le taux de malnutrition sévère parmi les enfants du Malawi augmente de façon "alarmante". Le pays a besoin d'assistance alimentaire d'une valeur de US\$88 millions, dont US\$9 millions sont nécessaires pour soutenir les programmes de nutrition destinés aux enfants.

Au Mozambique, "... l'eau, plus que la nourriture, a été

identifiée comme le besoin le plus urgent. La population doit parcourir de longues distances – 20kms parfois vers la source la plus proche – pour obtenir de l'eau. Nous avons également reçu des rapports de morts parmi le bétail et de disputes, toutes concernant le problème de l'eau potable" explique Francisca Cabral du Secrétariat Technique du Mozambique pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition.

A part l'Afrique du Sud et la Tanzanie, tous les autres états membres de la SADC se trouveront dans l'obligation d'importer du grain. Cependant, certains des manques en grain seront couverts par l'assistance alimentaire et la substitution avec des récoltes alimentaires autres que les grains telles que la cassave, la patate douce et les bananes plantains.

Les évaluations sur le niveau de vulnérabilité des foyers pointent vers une saison des pluies médiocre comme cause principale des pénuries alimentaires durant la période de consommation de grain 2005/06, avec le VIH et SIDA, la pauvreté et le manque de contribution agricole constituant certains des facteurs exacerbants.

Constatant que la sécurité alimentaire continue d'être la difficulté la plus critique de la région, les chefs d'états et de gouvernement de la SADC ont adopté la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la

Sécurité Alimentaire dans la région de la SADC en mai 2004 en tant qu'engagement pour aborder les problèmes relatifs à la production agricole et l'approvisionnement alimentaire.

Les dirigeants ont convenu de prendre des mesures actives pour améliorer la sécurité alimentaire, en faisant remarquer que l'agriculture est "l'épine dorsale de l'économie de la région de la SADC".

Jusqu'à 80 pour cent de la population dans la région dépend de l'agriculture pour l'alimentation, les revenus et l'emploi, expliquent les dirigeants dans la Déclaration. La performance de l'agriculture "a de fortes influences sur la sécurité alimentaire, la croissance et la stabilité économique."

Ils reconnaissent également que les difficultés affectant la région dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire sont nombreux, et ont leur base dans des facteurs sociaux, économique et environnementaux.

La déclaration, signée lors d'un sommet organisé par le Président sortant de la Tanzanie, Benjamin Mkapa, cherche à réduire la

pauvreté, accroître la production alimentaire, et garantir la sécurité alimentaire en établissant, entre autres choses, une réserve alimentaire régionale.

Pendant le sommet, des objectifs et des plans de développement ont été fixés, et un accord convenu pour une révision des progrès dans les deux prochaines années. La révision est prévue pour mai 2006.

L'Afrique Australe est également en train de vivre une expansion de la production de la cassave et de la patate douce, puisque de nombreux agriculteurs se tournent vers ces tubercules résistants à la sécheresse. Bien que moins nutritif que le maïs, la culture de la cassave et de la patate douce exige moins de travail.

Face à de fréquentes sécheresses, la région investit beaucoup dans l'irrigation. D'où une augmentation de la zone sous irrigation passant de 1,63 million d'hectares en 1985 au 1,96 million d'hectares actuels. De plus, une grande partie de l'investissement est consacré à la recherche et à la production de variétés de semences résistantes à la sécheresse.

## MOGAE remercie l'OAA

LE PRÉSIDENT de la SADC et Président du Botswana, Festus Mogae a remercié l'Organisation de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture (OAA) pour son assistance technique dans le développement d'un Système de Gestion de l'Information Agricole pour la région et d'autres activités communes telles que le Programme Régional de Gestion des Eaux Agricoles pour la Sécurité Alimentaire.

Mogae dit que la région de la SADC continue à être confrontée à des problèmes d'insécurité alimentaire, d'insuffisance d'investissement dans le domaine de l'agriculture, de forte dépendance sur l'agriculture reposant sur la pluviométrie, et d'un accès inadéquat aux facteurs de production agricoles et aux marchés.

Il s'adressait au 60<sup>ème</sup> anniversaire du sommet de l'OAA, durant lequel il a fait appel pour obtenir le soutien technique et financier de la communauté internationale pour les quelques 10 millions de la population régionale sur 240 millions qui aura besoin d'assistance alimentaire et non-alimentaire avant mai 2006.

Les évaluations de vulnérabilité reflètent les pénuries alimentaires causées par la sécheresse au Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe. Certains de ces manques seront comblés par d'autres pays de la région.

Mogae a également fait appel pour assistance dans la lutte contre le VIH et SIDA qu'il a décrit comme l'une des problèmes les plus débilissants confrontant la région et qui est aggravé par la pauvreté et la malnutrition en raison des pénuries alimentaires.



# Comprendre la Déclaration de Dar es Salaam

LA DÉCLARATION de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire dans la région de la SADC, adoptée par les leaders de la SADC il y a 18 mois, a prévu une révision des progrès en mai 2006.

Le contrôle de la mise en oeuvre par les états membres, des engagements pris sous la Déclaration est supposé s'améliorer suite à la réunion des responsables du gouvernement qui ont éliminé les obstacles entravant le suivi de progrès.

L'atelier a été réuni au Botswana à la fin du mois d'octobre pour simplifier et convenir du système de contrôle le plus approprié à utiliser par le Secrétariat de la SADC dans le suivi de progrès, tel que rendu obligatoire par le Sommet Extra Ordinaire sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire tenu à Dar es Salaam en mai 2004.

Le Sommet, dont l'objectif est de garantir la sécurité alimentaire dans la région de la SADC et d'éliminer les pénuries alimentaires chroniques persistantes, a adopté la Déclaration de Dar es Salaam et le Plan d'Action sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire en esquissant des mesures à court, moyen et long terme pour améliorer le secteur.

En plaçant la responsabilité de la mise en oeuvre aux gouvernements nationaux, le Sommet a ordonné aux états membres de soumettre au Secrétariat un rapport semestriel afin de faciliter le contrôle régulier et l'évaluation des progrès. La première révision compréhensive de progrès est due en mai 2006.

"Cependant, les rapports provenant des états membres ont été irréguliers," explique Margaret

Nyirenda, Directrice du Conseil d'Administration de la SADC sur l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (FANR), pendant l'atelier de Gaborone.

Elle indique qu'à la fin des 12 premiers mois en mai 2005, sept pays seulement avaient soumis des questionnaires partiellement

remplis tandis que seuls quatre avaient remis des comptes rendus.

D'où, ajoute Nyirenda, "l'incapacité du Secrétariat de complètement contrôler les progrès sur la mise en oeuvre des plans d'action du Sommet".

Lors de sa réunion en juin, la Commission Intégrée des

Ministres (CIM) a instruit le Secrétariat de faciliter la révision du questionnaire et le formatage de rapport, une directive qui a été entérinée par le Conseil des Ministres en Août.

En exécutant les directives, le Secrétariat a convoqué un atelier à Gaborone auquel ont participé des responsables supérieurs de gouvernement chargés directement de rendre compte des progrès dans leurs pays respectifs.

L'assemblée a raccourci le questionnaire et selon les directives de la CIM, a convenu que les états membres devront soumettre les questionnaires complets une fois par an en mai tandis que les comptes rendus continueront à être remis deux fois par an en mai et en novembre.

Certaines des difficultés critiques affectant la région incluent la nécessité d'augmenter la productivité, d'éliminer les déficits alimentaires et de faciliter l'expansion du commerce intra-régional des produits agricoles.

De plus, la SADC est confrontée à la difficulté de mobilisation de ressources pour le développement des secteurs public et privé ainsi que des partenaires internationaux coopérants, explique Nyirenda.

D'autres obstacles vont de la production limitée causée par le manque de technologies et infrastructures appropriées, d'la surdépendance sur l'agriculture tributaire de la pluviométrie et l'environnement global incertain.

Pourtant, la région est généreusement dotée d'une large variété de ressources naturelles, pouvant être utilisées pour renverser la situation de la région et donc en garantir la sécurité alimentaire.

## Déclaration de Dar es Salaam Engagements à court terme 2004 - 2006

**A TRAVERS** la déclaration de Dar es Salaam, les dirigeants de la SADC ont convenu d'une série de mesures à court, moyen et long terme qui exigent une attention urgente par les états membres de façon à améliorer l'agriculture et garantir la sécurité alimentaire.

Les mesures générales à court terme figurant ci-dessous afin que les Etats Membres les développent et en fassent la promotion sont:

- La provision de facteurs clés de production agricole;
  - Le développement et traitement agro-industriel pour encourager la valeur ajoutée;
  - La production de la culture, bétail et pêcheries en augmentant les quantités de cultures résistantes à la sécheresse ainsi que des variétés et réserves à court terme; et
  - La gestion des eaux et l'irrigation avec pour but d'augmenter les allocations budgétaires dans cet objectif.
- A propos de l'objectif critique concernant les facteurs clés de production agricole, les Etats Membres ont spécifiquement convenu:
- D'établir des mesures d'assistance domestiques aux petits exploitants agricoles vulnérables pour garantir l'accès aux facteurs clés de production agricole;
  - D'instituer des mesures pour des approvisionnement

ponctuels de semences de qualité aux fermiers vulnérables et d'encourager la production sous-contrat de semence et de parvenir à l'auto-suffisance régionale d'ici 2006;

- D'encourager l'exploitation des dépôts de minéraux pour la production d'engrais et faire usage maximum de la capacité disponible pour traiter les engrais au sein de la région de la SADC de manière à satisfaire à la demande de la région SADC;
- De garantir le commerce équitable des engrais et autres produits agro-chimiques;
- D'entreprendre de soutenir les services de labourage à travers la promotion d'énergie et la provision d'équipement de labourage approprié et de mécanisation rentable;
- D'encourager la recherche et le développement d'équipements abordables et de matériels agricoles.
- De promouvoir les technologies économisant le travail et sensible à la problématique des sexes et améliorer l'infrastructure dans les zones rurales; et
- D'accélérer les initiatives de réformes de la politique agraire, partager les expériences des meilleures pratiques, et garantir l'accès équitable de la ressource foncière aux femmes.

# Rétrospective de l'année SADC 2005

par Munetsi Madakufamba

LE RIDEAU se ferme sur une année historique pour la SADC durant laquelle la communauté régionale a commémoré son Jubilé d'Argent.

Officiellement lancé en 1980 par neuf dirigeants alors que la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC), l'organisation, dont l'adhésion s'est depuis étendue à 14 pays, a conclut une autre année riche en événements dans son histoire, riche en nombreux accomplissements et défis à relever.

Certaines des difficultés décourageantes auxquelles la région a été confrontée pendant ses 25 ans d'histoire demeurent les problèmes dominant sur le programme régional de cette année. Ils vont de l'insécurité alimentaire, la pauvreté, le VIH et SIDA à l'instabilité politique.

Avec des pénuries alimentaires affectant des zones importantes de la région cette année en raison de sécheresse largement répandue, la mise en oeuvre compréhensive par les états membres de la Déclaration de Dar es Salaam de mai 2004 sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire demeure cruciale.

Comme la plupart des nations en voie de développement, les rapports de pays de la SADC pour le Sommet de Révision du Millénaire de l'ONU tenu en septembre a indiqué que beaucoup reste à faire, malgré les progrès importants accomplis vers l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), pour parvenir aux buts fixés entre 2005 et 2015.

Cruciale parmi les buts est la réalisation de taux suffisants de croissance économique afin de réduire de moitié la proportion de personne vivant dans l'indigence d'ici 2015. Avec une croissance économique régionale modeste, se montant récemment à une moyenne de moins de quatre pour cent, la SADC peut ne pas accomplir l'ODM sur la pauvreté.

Concernant la dimension internationale de l'éradication

de la pauvreté, l'action sur les promesses faites par le G-8 durant leur sommet de Glen Eagles, Ecosse en juillet concernant le soulagement de la dette est attendue avec enthousiasme dans la région tout comme dans le reste des pays en voie de développement.

Sur le front politique, la SADC a progressé avec des succès modérés.

Basées sur les Directives de la SADC et les Principes Gouvernant les Elections Démocratiques, des élections récentes ont bénéficié d'une énorme approbation régionale. Celle-ci inclue les élections tenues l'année dernière dans lesquelles le Mozambique et la Namibie ont choisi de nouveaux leaders qui ont été assermentés cette année.

Le Zimbabwe et l'Île Maurice ont eu des élections cette année que la SADC et d'autres observateurs régionaux et organismes tels que l'Union Africaine ont qualifié de justes.

Il était prévu que le 30 octobre la République Unie de la Tanzanie tienne des élections présidentielles et parlementaires mais celles-ci ont été ajournées pour le mois de décembre après le décès de l'un des candidats, puisque la loi électorale stipule 21 jours pour la renomination d'un candidat et un autre mois pour mener une campagne.

Le processus constitutionnel et électoral en République Démocratique du Congo progresse, bien que lentement, avec des élections prévues en début mars 2006.

Celles-ci et d'autres points ont constitué le programme du Sommet du Jubilé d'Argent de la

SADC en août dans la capitale du Botswana, Gaborone, une réunion qui marque le point culminant des commémorations de l'anniversaire régional.

D'une manière convenant à l'occasion, les dirigeants ont pris un certain nombre de décisions importantes. L'adoption du "protocole du peuple" figurait en tête de liste–le Protocole sur la Facilitation du Mouvement des Personnes dans la SADC–qui attend d'être ratifié par les deux tiers des états membres avant qu'il n'entre en vigueur. Le protocole s'ajoute à une liste de plus de 30 instruments législatifs comprenant les protocoles de secteurs signés par la SADC à ce jour.

Les protocoles de secteurs fixent la structure légale pour l'intégration régionale et comme l'un des groupements régionaux le plus réussi en Afrique, la SADC s'enorgueillit dans une histoire d'expansion non égalée dans l'intégration socio-politique et politique.

Le Sommet du Jubilé d'Argent a admis Madagascar en tant que 14ième membre du groupement régional, agrandissant l'économie de la SADC à un marché potentiel de presque 240 millions de consommateurs.

L'ancien ministre mozambicain des finances et de la planification, Tomaz Augusto Salomão, économiste de formation, a été nommé par le Sommet en qualité de nouveau Secrétaire Général, avec pour adjoint l'ingénieur angolais, Samuel Caholo.

Salomão, qui pris son poste le 1er septembre a commencé par rendre visite aux états membres pour consultations, "à écouter leurs préoccupations, leurs réflexions, et leurs espérances."

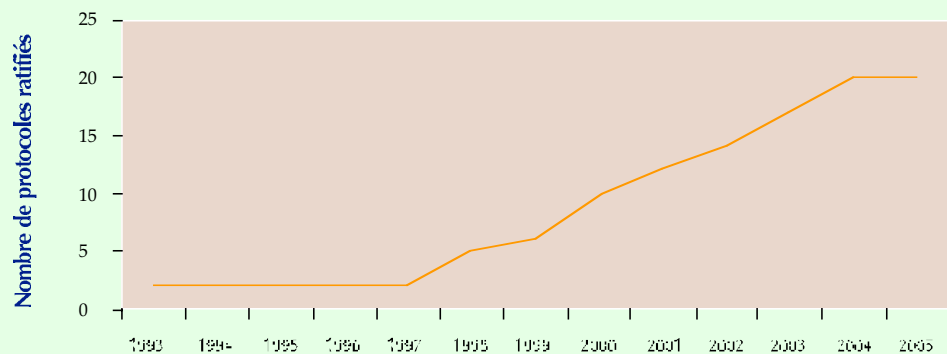
Dans une interview exclusive avec SADC Aujourd'hui, Salomão exhorte le secteur privé et la société civile à jouer un rôle plus important dans le développement régional, et a déclaré qu'il améliorerait "la qualité du dialogue" avec les états membres et autres dépositaires.

Le secrétaire général a parlé du besoin de rationaliser les priorités présentées dans la stratégie pour le développement à long-terme de la SADC, le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS). Ceci, explique t-il est nécessaire pour "accélérer le rythme de la mise en oeuvre" et renforcer la capacité pour contrôler le processus.

La mise en oeuvre du PRIDS et sa structure complémentaire, le Plan Stratégique Indicateur pour l'Organisme (PSIO) sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité, a été mis en marche au début de l'année lorsque le Conseil des Ministres de la SADC a approuvé le budget annuel du Secrétariat et les plans commerciaux.

Le Secrétariat est en plein exercice de renforcement de sa capacité pour mettre en application les documents de stratégie et contrôler le processus. Une réunion clé avec les partenaires de coopération internationale est prévue pour avril 2006 afin de mobiliser les ressources nécessaires pour une introduction plus poussée du PRIDS et du PSIO.

## Nombre de protocoles ratifiés depuis 1993



# La SADC et la Commission Européenne signent une autorisation de crédit APE d'un montant de 7,5 millions d'Euro

LES ETATS de l'Afrique Australe vont commencer à bénéficier de la capacité améliorée dans les négociations commerciales et d'une intégration plus rapide dans le monde de l'économie, rendue possible par un nouvel accord de financement signé entre la SADC et la Commission Européenne.

La Facilité de Soutien de l'Accord de Partenariat Economique (APE) est supposé renforcer la capacité du Secrétariat de la SADC et des états membres SADC APE pour participer plus efficacement

dans les négociations avec l'Union Européenne et pour concevoir et mettre en place des politiques de commerce et de développement.

La Facilité contribuera également à l'intégration des états membres dans l'économie mondiale, à la réduction de la pauvreté, et à une expansion économique durable grâce à un secteur commercial amélioré et à des politiques commerciales.

L'accord signé par le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão, et le chef de la

délégation de la CE au Botswana, Claudia Wiedey, est évalué à 7,5 millions d'Euros. La cérémonie de signature était la phase finale d'un processus qui inclut la signature de l'accord par le responsable du Fond Européen pour le Développement au nom de la CE à Bruxelles.

Salomão reconnaît que les états membres de la SADC APE ont besoin d'expertise financière et technique pour une participation réussie dans les négociations APE. Il a noté que la "signature de l'accord survient à point puisqu'il cherche à redresser entre autres, les obstacles de ressources et d'expertises techniques limitées."

Wiedey déclare que la Facilité de Soutien APE est un résultat concret des efforts communs CE-SADC pour étroitement lier le commerce et le développement dans une structure de négociations de l'Accord de Partenariat Economique. L'objectif général de l'APE serait le développement durable des pays de la SADC tel que formulé dans le Plan Commun provisoire de la CE-SADC pour les négociations.

La facilité fournira une assistance technique à court terme et un fond d'études sur les

questions de politique commerciale, dirigera des ateliers régionaux ou nationaux et des activités de formations, et renforcera l'engagement du secteur privé et des acteurs non-étatiques dans les négociations APE.

Le projet fournira également le financement de subvention pour les activités des acteurs non-étatiques pour ce qui est des questions de commerces. Des produits d'information APE et une page web seront créés pour informer régulièrement le public sur les négociations APE et les relations commerciales SADC-CE.

La facilité couvrira également une partie des dépenses opérationnelles des structures de négociations du Secrétariat de la SADC et des états membres SADC APE.

Les négociations APE prennent place dans la structure de l'accord de Cotonou signé en 2000 entre l'UE et les pays de l'ACP. Il contient une clause pour les négociations, avant la fin de 2007, de nouveaux accords commerciaux régionaux, compatibles aux règles de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Les négociations SADC - UE de l'APE ont été lancées à Windhoek, Namibie, le 8 juillet 2004.

## La banque de l'UE s'engage envers la SADC



L'inauguration officielle des bureaux de la Représentation Régionale de la Banque Européenne d'Investissement pour l'Afrique Australe et l'Océan Indien par le Secrétaire Général de la SADC, Dr Tomaz Augusto Salomão et le Vice-président de la Banque Européenne d'Investissement, Torsten Gersfelt.

LA BANQUE Européenne d'Investissement a réaffirmé son engagement à renforcer la cohésion économique et sociale de l'Afrique Australe en ouvrant un bureau pour coordonner ses activités dans la région.

La banque, qui possède deux autres bureaux en Afrique du Sous-Sahara, vient juste d'ouvrir une nouvelle branche à Tshwane, Afrique du Sud pour servir la région de la SADC.

La BEI est l'institution de financement de l'Union Européenne et cherche à contribuer vers l'intégration, le développement équilibré et la

cohésion économique et sociale des membres de l'UE et leurs partenaires commerciaux.

Le bureau régional desservira la région de l'Afrique Australe et de l'Océan Indien et est supposé accroître l'efficacité des activités de la BEI, en particulier celles impliquant le secteur privé.

Le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão déclare que la présence de la BEI encouragerait le promotion d'investissements étrangers directs plus importants dans la région. Il a cité le coût des transactions comme obstacles majeurs à l'entrée d'investissement.

## LA GTZ relance le secteur de l'eau

LES ETATS membres de la SADC vont commencer à bénéficier de l'expertise allemande dans la gestion des eaux et la formulation de politique suite un à nouvel accord entre la région et la République Fédérale d'Allemagne.

La Coopération Technique Allemande (GTZ) a mis 2,5 millions d'Euros à la disposition de la SADC pour faciliter l'harmonisation des politiques nationales relatives au secteur de l'eau, y compris les stratégies de législation et gestion.

Sous la mise en oeuvre de l'accord, la GTZ secondera un expert sur la coopération technique concernant la gestion

des eaux transfrontalières ainsi qu'un coordinateur de projet et des experts à court terme.

Le développement de politique hydraulique et les processus de révision, la gestion de la connaissance, la révision législative et la rédaction de législation sur les eaux, et les processus de mise en application des stratégies d'attraction au sein des cours d'eau partagés sont des domaines sur lesquels les experts à court terme se concentreront sous l'autorité de l'accord.

L'accord est entré en vigueur en octobre après avoir été signé par le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão, et Tomas Schild de la GTZ.



# La RDC est optimiste quant au vote "Positif"

par Juakali Kambale in Kinshasa

LA REPUBLIQUE Démocratique du Congo est supposée adhérer aux changements proposés pour la Constitution Nationale à travers le referendum du 18 décembre et éviter une période sans dirigeant.

Le mandat du gouvernement transitionnel actuel expire en juin prochain et grâce au referendum, le peuple de la RDC décidera si les élections prendront place au début de l'année 2006 pour élire un gouvernement populaire.

Le gouvernement de transition craint qu'en cas de "Non", une période sans leader pourrait en être le résultat puisqu'il ne serait pas possible de confirmer la décision d'avoir des élections pour l'année prochaine.

"Si c'est le cas [les votes Non en majorité], alors il sera impossible de prévoir parce que le gouvernement de transition se termine en juin. Mais nous sommes certains que les élections auront lieu en mars prochain," déclare l'ambassadeur de la RDC au Zimbabwe, Mawampanga Mwana Nanga, dans une interview avec SADC Aujourd'hui.

Si le peuple de la RDC vote "Oui" le 18 décembre, cela faciliterait la tenue des élections générales le 27 mars 2007 comme prévu. La Commission Electorale Indépendante (CEI) du pays ajoute que si nécessaire, une finale présidentielle suivrait en avril, dont la date sera ultérieurement confirmée.

Cependant, le Révérend Apollinaire Malu Malu, président de la CEI, craint que la totalité du processus de Paix ne soit déraillé en vue des récents ajournements du referendum sur la nouvelle Constitution. Le referendum a été confirmé pour le 13 novembre mais a été repoussé jusqu'au 18 décembre.

Le referendum a été ajourné parce que

l'exercice d'identification et l'inscription des électeurs a pris plus longtemps que prévu. Initialement, cette procédure d'inscription des électeurs devait durer trois mois mais était encore en cours au début du mois de novembre.

L'exercice a subi des obstacles imprévus en raison de l'immense superficie du pays, joint à la dégradation de l'infrastructure des communications.



Un électeur inscrit

Dans plusieurs cas, la population a dû parcourir des distances de plus de 100 kms pour atteindre les centres d'identification et inscription disséminés dans le pays.

Comme si cela n'était pas assez, le matériel d'enregistrement des électeurs n'était toujours pas arrivé dans certaines zones montagneuses, particulièrement la partie est du pays.

D'autres obstacles étaient relatifs à la sécurité. Dans le district explosif d'Ituri dans le nord-est du pays, la CEI n'a pas pu identifier et enregistrer les électeurs locaux.

A Bunia, quelques milices ont attaqué les techniciens de la commission et dérobé le matériel et l'équipement d'élection, y compris les ordinateurs et les générateurs. Le département de logistiques de l'équipe d'observateurs de l'ONU luttait pour garantir que la totalité du pays soit couverte.

La date limite initiale pour les élections générales était le 30 juin de cette année, et à partir de cette date les émeutes ont secoué Kinshasa, capitale du pays, et Mbuji-Mayi à l'Est du Kasai, dans le centre du pays.

Certains partis politiques d'opposition, tels que l'Union pour le Développement et le Progrès Social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi, souhaitait que le gouvernement transitionnel démissionne conformément à l'Accord de Sun City signé en Afrique du Sud.

Cet accord, signé le 2 avril 2003 par les groupes belligérants d'alors, a pavé la voie pour un gouvernement transitionnel qui se serait réuni dans les 24 heures et aurait facilité l'avènement d'un gouvernement démocratiquement élu.

La crise a été conclue lorsque le parlement accordé au gouvernement 12 mois supplémentaires pour remplir ses engagements.

Si les élections se tiennent en mars comme prévu, le président élu devra être assermenté le 30 juin, jour d'Indépendance de la RDC.

Révérend Malu Malu demeure positif que le gouvernement et le parlement feront leur possible pour tenir les élections comme prévu.

"La loi du referendum est prête et a été traduite en quatre langues nationales principales: Kiswahili, Lingala, Tshiluba et Kikongo parce que tous les congolais doivent comprendre ce texte important," explique-t-il.

Des installations nécessaires ont été mises à la disposition des personnes physiquement handicapées y compris les malvoyants et les malentendants.

La population de la RDC est estimée à 60 millions. La CEI avait à l'origine pour but d'inscrire la

moitié environ de la population totale—entre 25 et 28 millions d'électeurs potentiels.

Au début du mois de novembre, la commission a inscrit près de 20 millions de personnes et a révisé l'objectif de 21 millions d'ici la fin des opérations.

"Techniquement, nous ne pouvons pas faire plus," déclare Rev Malu Malu.

Dans l'intervalle, fin octobre certaines lois essentielles n'étaient pas prêtes alors que la CEI attendait encore l'approbation parlementaire. Celles-ci comprenaient la Loi Electorale et la Loi de l'Amnistie.

Selon le porte-parole membre du parlement, Raphael Luhulu, l'Assemblée Nationale était prête à débattre sur les deux documents législatifs et à les adopter mais le gouvernement ne les avait pas présentés.

Les lois électorales sont nécessaires pour l'identification de candidats potentiels pour les divers bureaux politiques.

Plusieurs candidats ont exprimé leur intérêt à se présenter à la présidence. Ceux-ci incluent, Joseph Kabila en exercice, du Parti Populaire pour la Reconstruction et la Démocratie; Jean-Pierre Bemba, l'actuel vice-président de la république, responsable de l'Economie et des Finances; Azarias Ruberwa, vice-président chargé de la Politique, Défense et Sécurité; et Professeur Arthur Z'ahidi Ngoma, vice-président chargé de la Culture et des Affaires Sociales.

Un autre candidat est Tshisekedi, inscrit dans les mémoires pour son opposition envers le gouvernement de Mobutu Sese Seko qui a été renversé en mai 1997 par Laurent Désiré Kabila, père du président en exercice.

Justine Kasavubu, la seule candidate femme, est la fille de Joseph Kasavubu, premier président de la RDC, lorsque Patrick Lumumba en était le Premier Ministre.

# Benjamin William Mkapa

Troisième président de la République Unie de la Tanzanie  
Démissionne en Décembre 2005 après deux mandats à la présidence

**LA REPUBLIQUE** Unie de la Tanzanie est un état indépendant, unitaire, souverain et démocratique fondé le 26 avril 1964 par deux états indépendants – Tanganyika (indépendance 9 décembre 1961) et Zanzibar (indépendance 10 décembre 1963) – avec pour objectif d’édifier une société unifiée sur la base de la liberté, des droits de l’homme et d’une existence paisible. Le vaste pays couvre une superficie de près de 1 million de km<sup>2</sup> et compte une population de plus de 34 millions, selon le recensement de 2002. Tous les tanzaniens jouissent des droits et des responsabilités enracinés dans la Constitution du pays.



**MKAPA FUT** élu Président en 1995 en qualité de candidat du Chama Cha Mapinduzi (CCM) avec 62 pour cent du vote populaire, et a augmenté ce chiffre à presque 72 pour cent la deuxième fois qu’il s’est retrouvé en face de l’électorat en 2000, prouvant la réponse positive de sa détermination à améliorer l’économie et les conditions économiques des Tanzaniens. Durant son mandat, il a restauré la dignité de la monnaie tanzanienne et celle de l’administration publique, il a établi des réserves de devises étrangères égales à huit mois d’importation, et a mené une révolution dans le domaine des télécommunications, qui en a modernisé et développé l’accès. Il

a renforcé le secteur de l’éducation en raison de sa conviction qu’une population éduquée constitue une ressource nationale, et l’on s’attend à ce que la Tanzanie atteigne les Objectifs de Développement du Millénaire d’inscription totale en éducation primaire d’ici l’année prochaine. Le système de prestation sanitaire s’est considérablement amélioré ainsi que le réseau routier connectant les centres clés dans le pays, alors que de nouvelles artères routières étaient construites et les autoroutes principaux modernisés en utilisant des ressources locales.



**MKAPA AU** côté du président fondateur, Mwalimu Julius Nyerere, qui a instauré l’éthique nationale, la vision et les valeurs communes qui forment la base de la société tanzanienne. Nyerere, qui est décédé le 14 octobre 1999, presque à la fin du premier mandat de Mkapa, était populairement connu sous le

nom de Baba wa Taifa (Père de la Nation). Il a établi le programme de libération, démocratie, et humanité commune dans sa vision pour le continent, et était un personnage clé dans la lutte africaine contre le colonialisme. Après une période d’édification de l’unité nationale grâce au système de parti unique, Nyerere a mené la transition de politique à parti multiple et a démissionné de la présidence en 1985. Le deuxième président, Ali Hassan Mwinyi, a servi deux mandats après avoir gagné après les premières élections à partis multiples. Mkapa est reconnu pour avoir rendu à la Tanzanie son sens de direction et sa bonne gouvernance. Sur cette base, il a accordé priorité au développement économique, à la stabilisation de l’environnement macroéconomique et du taux de change, libérant l’espace pour un investissement local ou étranger, et réduisant l’inflation à un seul chiffre moins de 5 pour cent. Le défi pour le successeur de Mkapa est de se concentrer sur le développement agricole tout en soutenant les moments forts de la croissance économique, et en maintenant la paix et la stabilité.



**PRESIDENT MKAPA** et la Première Dame, Anna Mkapa, qui a également joué un rôle dans le renforcement du profil des activités de développement dans le pays. Le président sortant a augmenté le nombre de sièges garantis aux femmes au parlement à un minimum de 30 pour cent, en déclarant que

nos pays n’atteindront pas leur potentiel complet à moins que les femmes ne soient mises au centre de ce que nous voulons accomplir. “Mkapa a co-présidé la Commission Mondiale sur la Dimension Sociale de la Globalisation, dont le rapport a reconnu les ressentiments émanant du fait que trop peu de personnes bénéficient des opportunités offertes par la globalisation et la technologie qui en sont la locomotive. Le rapport explique que les efforts déployés pour édifier une globalisation plus inclusive doit commencer chez soi, exhortant les pays à renforcer la coopération régionale” pour une voix plus forte dans la gouvernance de la globalisation. “Mkapa a fait appel à des collègues de la SADC à travailler avec plus de diligence et d’exercer plus de pression.” N’oublions pas que ceux qui bénéficient des processus actuels et des régimes de globalisation ne seront pas pressés de réformer le système... Un proverbe Sotho dit, “Un oiseau utilisera toujours les plumes d’un autre oiseau pour faire sa pelote.” “Ce que nous voulons dire par là dans ce Rapport c’est qu’il est temps de disséminer les plumes encore plus équitablement et justement.”



**MKAPA A** accueilli le Sommet des Chefs d’Etats et de Gouvernement de la SADC en août 2003 et a servi en tant que Président de la SADC l’année suivante, durant laquelle il a mis l’emphase sur des objectifs ponctuels et action. Il a accueilli le Sommet Extra-Ordinaire qui a produit la Déclaration de Dar es Salaam sur l’Agriculture et la Sécurité Alimentaire, laissant une légacie régionale dans ce secteur à travers le

développement d’objectifs et de plans, y compris pour une réserve alimentaire régionale. “Nous devons nous assurer que notre région peut se suffire sur une base durable,” dit-il, citant un proverbe africain, “Là où il n’y a pas de honte, il n’y a pas d’honneur”. Il fut passionné par la question de la terre et de la réforme agraire, en disant, “nous ne devons jamais oublier que les petits exploitants produisent le gros de l’alimentation dans la région.” Il est critique envers le fait que les pays les plus riches au monde imposent des barrières tarifères et subventionnent leurs fermiers, maintenant les producteurs africains hors de leurs marchés et plaçant les économies africaines “à la merci des prix des produits de base et de la météorologie”. Mkapa a saisi toutes les opportunités pour parler fermement en faveur du programme de réforme agraire du Zimbabwe. “Il existe des gouvernements – dont certains sont nos très bons amis et partenaires de développement – que je contrarie par mon refus catégorique de censurer le gouvernement zimbabwéen pour ce qu’ils qualifient d’abus des droits de l’homme et de déficits démocratiques dans ce pays. Je crois que nous sommes parvenus à un point où, tout comme de bons amis, nous avons convenu d’être en désaccord avec le Zimbabwe. Je suis heureux qu’ils n’aient pas insisté pour choisir nos propres amis.” Quant à la solidarité avec le Zimbabwe, déclare Mkapa, “nous adhérons au proverbe Shona: “Si tu as la paix, moi de même, mais si tu es en difficulté, alors moi aussi.”



**PASSANT LE** marteau de la présidence de la SADC à Paul Bérenger, Premier Ministre de l’île Maurice en 2004, Mkapa exhorta ses collègues à accélérer le rythme de l’intégration régionale. Il a fait appel pour une meilleure cohérence politique “et une plus grande volonté politique pour élever notre vision et focus du niveau national vers le régional. Si nous sommes trop enlisés par ce que nous voulons tirer d’une intégration accélérée au niveau national, nous risquons de perdre de vue des avantages plus importants qui nous attendent à long terme. La plus grande tribu en Tanzanie, les Wasukuma, ont un proverbe: “Je t’ai montré les étoiles, et tu n’as vu que le bout de mon doigt”. Décidons aujourd’hui de vivre avec nos yeux rivés au delà du doigt vers les étoiles.”

## République Unie de la Tanzanie

## Elections de l'Union ajournées au 14 Décembre

PLUS DE 15 millions de Tanzaniens sont inscrits pour voter dans les élections du 14 décembre pour un président de l'Union, parlement (le Bunge) et des conseillers locaux. Les élections de l'Union ont été ajournées à partir du 30 octobre en raison du décès du candidat vice-présidentiel de l'opposition, suite à une campagne de haut-profil.

Benjamin William Mkapa démissionne après deux mandats à la présidence de la République Unie de la Tanzanie. Les principaux concurrents parmi neuf candidats pour le remplacer sont Jakaya Kikwete du parti au pouvoir, Chama Cha Mapinduzi (CCM), qui est l'actuel Ministre des Affaires Etrangères et Coopération Internationale; Ibrahim Lipumba du Front Civique Uni (CUF) et Augustine Mrema du Parti

Travailliste de la Tanzanie (TLP), qui a obtenu 16,26 et 7,8 pour cent des votes respectivement dans les élections de 2000.

Le président est choisi conjointement au vice-président au moyen d'un suffrage universel direct, égal et personnel, et est élu par simple majorité des votes valides. Le président de l'Union est le chef d'état de gouvernement, et le commandant en chef des forces armées, les Forces de Défense du Peuple de la Tanzanie (TPDF).

Le Bunge a un total de 324 sièges, y compris 232 sièges de circonscription élue et 75 sièges spéciaux alloués aux femmes auxquelles des sièges sont offerts sur la base proportionnelle du nombre de candidats rendu par un parti. Ceci représente un minimum garanti de 30 pour cent de femmes dans la

législation. Les sièges restants sont réservés à l'Avocat -Général, les candidats présidentiels, et cinq de la Chambre des Députés de Zanzibar. Treize partis politiques sont en lice pour les élections.

La loi nationale électorale fait provision pour une période supplémentaire consacrées aux nominations et une campagne en cas de décès d'un candidat présidentiel ou de leur compagnon d'élection. Cependant, puisque Zanzibar jouit d'un statut autonome dans les affaires hors-Union, La Commission Electorale de Zanzibar (ZEC) fut guidée par sa propre loi électorale pour procéder comme prévu et organiser les élections sur les deux îles de Unguja et Pemba afin de choisir le président de Zanzibar, les membres de la Chambre des Députés de Zanzibar et les conseillers locaux.

Les élections de atmosphère de paix, t leaders de parti et légitimes... reflètent



## MISSION D'OBSERVATION ELECTORALE DE LA SADC

## Déclarations Préliminaires sur les Elections de Zanzibar tenues le 30 octobre 2005

A L'INVITATION de la Commission Electoral de Zanzibar, la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) a déployé une Mission d'Observateurs Electoraux aux élections présidentielles de 2005, et aux élections des Députés de la Chambres et des Conseillers. La Mission était guidée par les Principes et Directives de la SADC gouvernant les Elections Démocratiques tels que ses termes de référence. La Mission était menée par l' Honorable JOHN PANDÉNI (MP), Ministre du Gouvernement Régional et Local, du Développement Rural et de l'Habitat de la République de la Namibie.

La Mission a été lancée à Zanzibar le 24 octobre 2005.

Cependant, la SADC a disséminé des observateurs pour la phase pré-électorale, composés de Missions Diplomatiques accréditées pour la République Unie de la

Tanzanie. La Mission était soutenue par le personnel professionnel du Bureau du Président de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité et le Secrétariat de la SADC. L'équipe se composait de 22 observateurs couvrant la largeur et la longueur des îles Unguja et Pemba.

La Mission souhaiterait féliciter le peuple de la République Unie de la Tanzanie et en particulier le peuple des îles de Zanzibar suite à l'organisation d'élections pacifiques, menées de manière professionnelle et transparente. Le peuple de Zanzibar a exprimé sa volonté d'une manière paisible et impressionnante qui contribuera longtemps à la consolidation et au renforcement de la démocratie et du développement non seulement à Zanzibar mais également dans l'ensemble de la région de la SADC. La Mission de la SADC souhaite donc, féliciter la population de Zanzibar pour les niveaux élevés de démonstration de tolérance

politique et maturité. Cela, de l'avis de la Mission de la SADC, est de bon augure puisqu'il encourage une culture de multipartisme en tant qu' instrument essentiel vers l'enracinement de la démocratie. En général la phase de pré-élection fut caractérisée par une atmosphère de paix, tolérance et vigueur politique des leaders de parti et des candidats.

En ce qui concerne le processus électoral, l'opinion générale de la Mission de la SADC est que les élections ont été menées de manière ouverte et transparente. Les bureaux de vote ont ouvert et fermé aux heures prévues.

Il est important de noter qu'en général, tous les dépositaires des agents de parti, les contrôleurs de la ZEC, les agences de mise en vigueur de la loi, les observateurs locaux et les responsables en fonction se sont acquittés de leurs tâches comme prévu.

Pendant l'exécution de ses tâches et responsabilités la Mission de la SADC a établi le dialogue

avec les partis politiques et les autorités électorales. Elle a aussi rencontré la Mission d'Observation de l'Union Africaine, le Forum des Commissions Electorales des Etats Membres de la SADC, le Forum Parlementaire des Etats Membres de la SADC, les Organisations de la Société Civile et les décideurs ainsi que les professionnels des médias. Ces réunions ont servi à gagner un aperçu de l'environnement politique et de la gestion électorale et de comparer les notes sur divers aspects du processus électoral. La SADC a été distinguée par les compliments exprimés par le peuple de Zanzibar là où ses membres étaient présents. La SADC souhaiterait remercier tous ceux qui ont offert assistance aux membres de la Mission. Durant son exercice d'observation, la Mission a noté ce qui suit:

Un niveau louable de tolérance politique, de maturité et un comportement civil de la direction politique dans les îles

Zanzibar "caractérisées par une franchise et vigueur politique des candidats... furent crédibles et l'effet la volonté du peuple."

## Louanges à la parité des sexes dans la gestion des élections de Zanzibar

par Bayano Valy à Zanzibar

**LA COMMISSION** Electorale de Zanzibar (ZEC) a reçu des louanges pour avoir respecté la parité des sexes et les femmes étaient constamment présentes dans les bureaux de vote, surtout en qualité de responsables.

Les partis politiques ont délégué des femmes comme agents de parti dans la plupart des bureaux de vote. Clairement le mois musulman saint du Ramadhan durant lequel il est exigé des femmes qu'elles préparent les légers repas du soir et nourrissent la famille avant le lever du soleil n'était pas un facteur de dissuasion et n'a pas empêché leur participation.

La mission principale d'observation d'élection régionale, de la SADC, a noté qu'il existait une

"parité des sexes louable" dans la gestion électorale et l'électorat.

Les résultats du SEOM sur l'égalité des sexes ont été soutenus par le Groupe d'Observateur du Commonwealth dont le chef d'équipe a dit, "nous sommes satisfaits de voir un nombre important de femmes parmi les électeurs et le personnel des bureaux de vote."

Un peu plus de la moitié des 509 906 électeurs inscrits de Zanzibar étaient des femmes, et il y avait une femme parmi les six candidats présidentiels ; 23 des 219 candidats pour la Chambre des Députés de Zanzibar étaient des femmes; et 28 sur 340 ont rivalisé pour des sièges dans les élections de gouvernement local.

Électeurs tanzaniens et candidats à la présidence représentant différents partis. Rangée du haut, (de gauche à droite), Jakaya Kikwete, Amani Abeid Karume, l'équipe de la Mission d'Observation de la SADC, Rangée du bas, (de gauche à droite) partisans CUF de Zanzibar et Seif Shariff Hamad

de Zanzibar;

La manière pacifique avec laquelle les partisans des différents partis se sont comportés pendant leur participation aux rallies et réunions politiques;

Un maintien de l'ordre visible avant, pendant et après les réunions de campagne politique, le vote et le compte des scrutins;

La présence des agents de parti dans les bureaux de vote pendant le vote et le compte des scrutins;

Une parité des sexes louable dans la gestion électorale et l'électorat;

Des Installations adéquates à la dispositions des électeurs rendant le processus méthodique.

Cependant la Mission de la SADC a pris note d'inquiétudes exprimées par quelques électeurs enregistrés dont les noms ne figuraient pas sur le registre des électeurs et l'envoi tardif de la listes des électeurs pour permettre une identification

rapide des noms dans les bureaux de vote respectifs. La Mission fut encouragée par la réponse positive des autorités électorales à aborder les questions ci-dessus en offrant des clarifications aux citoyens. Ces observations n'enlèvent aucun mérite à la totalité du processus électoral et à la démocratie dans les Iles de Zanzibar.

Encore une fois, la Mission de la SADC félicite la population de la République Unie de la Tanzanie et en particulier celles des Iles de Zanzibar suite à des élections pacifiques et menées de manière professionnelle et transparente. La Mission de la SADC est d'avis que les résultats seront la réflexion fidèle de la volonté du peuple et que les élections étaient crédibles et légitimes. La Mission félicite également tous les partis et candidats politiques pour leur maturité politique instructive, qui une fois encore a démontré la culture pacifique que la Tanzanie a gagné au cours des années. Zanzibar, 31 octobre 2005.

## Le CCM gagne les élections de Zanzibar, Président Karume est ré-élu

**LE PARTI** au pouvoir de la Tanzanie, Chama Cha Mapinduzi (CCM), et son candidat présidentiel et en exercice, Amani Abeid Karume, ont remporté les élections du 30 octobre à Zanzibar.

Karume fut ré-élu pour un second mandat de cinq ans par 53,2 pour cent des électeurs, avec 239,832 des votes en sa faveur. Son rival le plus proche, candidat présidentiel du Front Civic Uni (CUF), Seif Shariff Hamad, a recueilli 46,1 pour cent du total, ce qui compte pour 207,733 des votes.

Le CCM a remplacé 30 de ses candidats à la Chambre des Députés de 50 sièges. Tous ont été élus sur l'île principale de Unguja. Le CUF a raflé la totalité des 19 sièges contestés dans l'île du nord, Pemba, son fief principal. Les élections pour un siège unique à Unguja furent ajournées au 14 décembre.

Il y a eu une bonne participation que la ZEC estime à 90,8 pour cent – 460,581 de scrutins pour

les élections présidentielles. La ZEC a enregistré 509,906 d'électeurs.

Le principal parti d'opposition de Zanzibar a contesté les résultats des élections et déclaré qu'il ne reconnaît pas le gouvernement de Karume. Le 30 octobre, après avoir déposé son vote, le leader du CUF a dit aux journalistes, que les élections étaient menées sans heurts et que si les choses demeuraient ainsi "j'accepterais les résultats même si je perds".

Les missions d'observateurs électoraux furent positives concernant les élections, et les rapports allaient de "libres et justes" à "crédibles et légitimes" à "bonnes élections". Celles-ci étaient les vues des observateurs de la SADC et du Commonwealth, entre autres, et ils furent unanimes à dire que les élections étaient pacifiques et menées de manière professionnelle et transparente.

# Une structure régionale pour la coordination des médecines traditionnelles

UNE COMMISSION Ministérielle de la SADC va recommander le développement d'une structure pour la coordination de la médecine traditionnelle dans la région, qui verra les médecines traditionnelles utilisées conjointement avec les médecines modernes dans le traitement de maladies diverses.

La commission fut établie par les dirigeants de la SADC durant leur Sommet de l'Ile Maurice, l'an dernier pour faire des propositions sur la promotion de recherche sur la sécurité, l'efficacité et l'usage de la médecine traditionnelle pour traiter les maladies principales et apporter des suppléments nutritionnels.

Le Sommet a également "souligné l'importance de la nutrition et de la médecine traditionnelle pour aborder les difficultés dans le domaine de la santé, en particulier le VIH et SIDA."

Les dirigeants ont noté que "le principal facteur contribuant à la propagation de la pandémie comprend la pauvreté largement présente, la problématique des sexes, l'analphabétisme, le stigmatisé et la discrimination et des systèmes de prestation de soin inadéquats ainsi que l'abus de substance."

La commission ministérielle sur la médecine traditionnelle, mise en place par le Sommet est composée de ministres de la santé du Malawi, Afrique du Sud,

Zambie et Zimbabwe.

L'initiative cherche à accorder une reconnaissance officielle des médecines traditionnelles, jusqu'ici utilisées secrètement. Il n'est pas inhabituel que les parents d'un malade admis à l'hôpital y glisse furtivement des herbes et des racines traditionnelles s'ils ne voient pas d'amélioration dans l'état de leur proche.

Le Ministre de la Santé et du Bien-Etre de l'Enfant du Zimbabwe, Dr David Parirenyatwa, le Ministre de la Santé du Malawi, Dr Heatherwick Ntaba, le Ministre Adjoint de la Santé de la Zambie, Dr Kapembwa Simbao et le Ministre Sud Africain de la Santé, Dr Manto Tshabalang-Msimang ont convenu lors d'une récente

réunion qu'il était temps de renforcer les recherches dans le domaine de la médecine traditionnelle.

La recherche porterait sur plusieurs zones prioritaires, y compris le VIH et SIDA, le paludisme, la tuberculose, la santé maternelle et de l'enfant entre autres.

"Nous avons convenu de considérer l'usage d'un système parallèle, mais en reconnaissant le besoin de dialogue et référence commune lorsque nécessaire. Si un médecin ne parvient pas à traiter une maladie, il devrait pouvoir référer le malade à un praticien traditionnelle parce que dans certains cas il y a eu des succès," déclarent les ministres dans un communiqué.

Les ministres ont convenu qu'ils voulaient que les médecines traditionnelles soient minutieusement examinées afin qu'elles soient intégrées dans les systèmes nationaux de services de santé des Etats Membres de la SADC.

Ils ont encouragés les membres de la SADC à développer la législation appropriée pour l'établissement de conseils pour la médecine traditionnelle, protection des praticiens et consommateurs, y compris la question de licence pour les praticiens de médecine traditionnelle.

## Le Zimbabwe investit dans le biodiesel

LE ZIMBABWE a commandé un projet pour produire du biodiesel, une source alternative de carburant déjà en usage en Afrique du Sud et considérée comme la voie du future pour la plupart des pays de l'Afrique Australe qui tributaires des importations pour faire fonctionner leurs industries et acheminer leur cargo.

Le biodiesel est un carburant incandescent propre qui fonctionne dans tout moteur diesel non-modifié. Ce carburant est une alternative inoffensive pour l'environnement comparé à la forte émission du diesel à base pétrolière utilisé dans les gros véhicules de transport et certaines voitures et camions.

De plus, le biodiesel peut être produit à partir de ressources renouvelables telles que l'huile végétale ou la graisse animale et même à partir d'huile de cuisson utilisée, d'ou un produit de déchet abondant.

Le biodiesel est actuellement fabriqué à une échelle industrielle par de larges companies mais peut également



*Jatropha curcas (à gauche), plante utilisée pour produire du biodiesel et Moringa oleifera (à droite), une source de nutrition et de médecine traditionnelle.*

être produit sur une petite échelle à l'aide d'une simple technologie.

Le projet du Zimbabwe mènera à la plantation de plus de 31,000 hectares d'arbre *jatropha curcas*. Les semences de l'arbre sont ensuite transformées en biodiesel. Le pays produira son premier diesel dans trois ans.

D'autres pays où la technologie est déjà en usage sont l'Egypte, l'Allemagne, l'Inde et le Brésil. La nouvelle technologie permet aux pays de réduire leurs import de carburant et de traiter l'huile pour d'autres usages industriels, y compris la fabrication de savon et la production l'électricité.

## Le Zimbabwe investit dans le biodiesel

LA PROVINCE de Mpumalanga en Afrique du Sud introduit la science des laboratoires dans les communautés rurales pour combler le vide entre les riches et les démunis et permettre aux étudiants de transformer la théorie en action.

Un projet pionnier lancé par la province a récemment vu les étudiants du secondaire possédant des mini laboratoires de science très bien équipés sur leurs seuils.

Les laboratoires sont de petites bo tes compactes et durables qui ne pèsent pas plus de 15kg et n'ont pas besoin d'électricité. Ils

sont livrés avec des manuels imprimés et électroniques, ainsi que du matériel et des substances chimiques pour les programmes de science naturelles en classe de 4ième et 3ième.

"Les mini-laboratoires sont conçus pour combler le vide entre l'éducation secondaire et tertiaire en stimulant un intérêt pour la science," explique le porte-parole provincial pour l'éducation, Thomas Msiza.

"Les nouveaux laboratoires permettront aux écoliers d'appliquer la théorie en apprentissage pratique." (BuaNews)



US\$11 milliards pour neuf projets d'expansion

## La SADC prévoit de relancer la production d'électricité dans la région

LA SADC requiert environ US\$11 milliards pour neuf projets d'expansion visant à relancer la capacité de génération d'électricité dans la région au cours des sept prochaines années.

Les fonds sont supposés provenir des gouvernements, du secteur privé, des institutions financières et des installations d'énergie, ainsi que du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique de l'Union Africaine (NEPAD).

Les projets comprennent le Projet d'Énergie du Corridor de l'Ouest, un projet régional conçu grâce à des initiatives jointes du Secrétariat de la SADC et des installations d'énergie de l'Angola, Botswana, RDC, Namibie et Afrique du Sud.

Un accord des actionnaires signé récemment par les

installations d'énergies de ces pays visent à opérationnaliser le projet et ses arrangements de gestion.

L'accord signé en septembre, était un jalon dans la création d'une compagnie d'entreprise commune, le Corridor d'Énergie Ouest (WESTCOR), suite à la signature, l'année dernière, d'un Protocole d'Accord Inter-gouvernemental et d'un Protocole d'Accord Inter-utilitaire.

Le projet est supposé exploiter l'énergie hydro-électrique écologique, renouvelable du site des rapides d'Inga en RDC et ajoutera environ 3 500 megawatts d'énergie à la région de la SADC. Le projet développera également les infrastructures connexes des télécommunications et transmission dans la partie ouest de la SADC.

Les lignes de transmission sont construites entre la Zambie

et la Namibie, avec une capacité de transmission de 200 megawatts. La construction commencera en 2006 et le projet pourrait être terminé d'ici 2008.

Deux autres lignes de transmission connecteront le Malawi au système d'énergie de la Zambie à la Tanzanie. La Zambie a également besoin de fonds pour l'expansion d'une station d'hydro-énergie et le Botswana pour l'expansion d'une station d'énergie activée

au charbon de 100-megawatt à 300 megawatts.

Les projets visent à développer la capacité de génération d'électricité dans la région y compris un gazoduc pour transporter le gaz de la côte namibienne à Kudu, la station d'énergie à gaz de la Namibie, qui est supposée produire environ 800 megawatts.

### Le Lesotho lance une nouvelle stratégie pour revigorer l'économie

LE LESOTHO a prévu les trois prochaines années comme période critique durant laquelle il cherchera à revigorer sa performance économique et à éradiquer la pauvreté.

La création d'emploi et le soutien de la production alimentaire seront les pierres d'achoppement de la lutte contre la pauvreté du gouvernement du Lesotho, selon le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté qui est cause de l'augmentation du taux de chômage du royaume à 31 pour cent.

Sous la direction du plan, le gouvernement acheminera le gros de son énergie et ressources dans le soutien des petites, moyennes et micro-entreprises comme partie d'une stratégie plus vaste pour revigorer la croissance économique.

Les mesures proposées comprennent la création d'un climat d'investissement favorable, qui impliquera la mise en place de licence pour le commerce d'expédition et l'allègement des procédures d'immigration. (*allAfrica.com*)

### La Namibie lance un forum de commerce indigène

LA NAMIBIE a adopté une démarche audacieuse pour économiquement habiliter la majorité de la population noire en formant un organe pour mener la participation complète des commerçants indigènes dans l'économie.

Le Forum du Commerce Indigène cherche à promouvoir le dialogue entre les secteurs public et privé en soutenant les commerces locaux et est perçu comme apport d'énergie nouvelle aux petites et moyennes entreprises, qui sont un composant vital de l'industrialisation du pays.

Le lancement du forum est lié à des efforts régionaux pour redresser les déséquilibres créés au cours des années de colonialisme ainsi que d'aider à restorer la confiance dans les capacités des entrepreneurs indigènes.

Le président namibien, Hifikepunye Pohamba a remarqué lors du lancement du forum qu'il était temps que les moyens de production du pays change de propriétaires, jusque à pratiquement inchangés depuis l'indépendance en 1990. (*Business Report*)

### L'Afrique du Sud propose d'éliminer la tarification import-parité

LES COMPAGNIES sud-africaines vont commencer à bénéficier des faibles coûts de production si les propositions du gouvernement d'éliminer la Tarification Import-Parité (TIP) sont entérinées.

La TIP est la pratique de vendre des articles localement produits sur le marché local à un prix que paieraient les clients s'ils importaient les mêmes produits.

Le gouvernement de l'Afrique du Sud est en train d'étudier une approche à multiples facettes qui pourrait avoir pour résultat l'abandon de la taxe sur l'import, l'usage de bénéfices pour obliger les adeptes de la TIP à baisser les prix, et des réformes dans la législation de compétition.

La nouvelle série de propositions de politique cherche à éliminer le modèle TIP, qui a été critiqué pour augmentation injuste des prix.

Les usagers de produits ferreux et chimiques comme

facteurs de production industrielle bénéficieront du changement de politique.

Le gouvernement étudie comment utiliser les avantages tels que les remises sur l'électricité pour encourager les compagnies à se désassocier de la TIP et à renforcer également les lois de la compétition et en éliminant les tarifs sur certains produits importés.

En introduisant les nouvelles propositions, le gouvernement sud africain espère réduire le coût des facteurs de production pour les dépositaires du bas de l'échelle de production afin qu'ils n'aient pas à payer un prix comprenant les tarifs d'importation et les coûts de transports comme s'ils avaient importés le produit. (*Business Report*)

#### DEVICES

Country	Currency	(US \$1)						
Angola	Kwanza (100 lwei)	90,98	Botswana	Pula (100 thebe)	5,66	RDC	Franc Congolais	487,50
Lesotho	Maloti (100 lisente)	6,70	Madagascar	Franc Malgache	9,202,00	Malawi	Kwacha (100 tambala)	122,00
Ile Maurice	Roupie (100 cents)	30,31	Mozambique	Metical (100 centavos)	26,700,00	Namibie	Dollar (100 cents)	6,70
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	6,70	Swaziland	Lilangeni (100 cents)	6,34	Tanzanie	Shilling (100 cents)	1,149,50
Zambie	Kwacha (100 ngwee)	4,100,00	Zimbabwe	Dollar (100 Cents)	60,790,90			

Novembre 2005

# L'Angola est l'équipe de la Coupe Mondiale de la SADC pour 2006

par Mukundi Mutasa

**ALORS QUE** cette année, l'Angola célèbre son 30<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance avec un processus de paix qui a mis fin à presque autant d'années de guerre civile, il a couronné cette victoire avec une autre sur le terrain de football, émergeant comme seul concurrent de la SADC pour la finale de la Coupe Mondiale 2006 en Allemagne.

Ce sera la première apparence des Impalas Noires, comme ils sont affectueusement connus.

La paix est revenue en Angola avec la signature d'un accord en avril 2002, suite à la mort du dirigeant rebel Jonas Savimbi, et a introduit un effort ambitieux de reconstruction nationale aidé par les revenus des champs d'oléagineux.

Mais la guerre a laissé l'infrastructure angolaise avec un sérieux besoin d'exercice de reconstruction, y compris un programme de déminage bien coordonné et un engagement de tous les citoyens au processus de recouvrement.

Des cendres de la terreur de la guerre sur l'ensemble des habitants angolais par l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (Unita), le pays a commencé à montrer des progrès dans la reconstruction, y compris dans les préparations pour les élections nationales de l'année prochaine, et la qualification pour l'évènement global de football qui ravivera le moral national.

L'Angola a officiellement été admis à la Coupe Mondiale durant les préliminaires de 1986 dont les finales ont eu lieu à Mexico.



L'Angola se qualifie...supporters extasiés.

Ce n'est pas la première victoire de football pour l'Angola, qui a été trois fois gagnant de la coupe Castle du Conseil des Associations de Football de l'Afrique Australe (Cosafa) en 1999, 2001 et 2004.

En 2001, lorsque la guerre faisait encore rage, l'équipe nationale de football des Moins de 20 ans a également remporté le Championnat de la Jeunesse Africaine en Ethiopie, et s'est qualifiée parmi les 16 équipes au niveau global.

La qualification des Palancas Negras a été largement attribuée à cet effort d'équipe.

Les pontifs du football déclare que le capitaine de l'équipe Fabrice "Akwa" Maieco et Pedro Mantorras étaient cruciaux pour cette qualification, et ont fait l'objet d'éloges intarissables pour leur contribution dans le succès de l'équipe.

La découverte des joueurs au contact des portugais et autres ligues étrangères a aidé l'équipe à gagner une expérience internationale. Mantorras joue pour les portugais à Benfica tandis que le capitaine Akwa exerce son métier à Qatar.

Akwa a marqué le but contre le Rwanda durant la dernière journée des matches qualifiants, obligeant le Nigéria à prendre l'unique ticket de groupe pour les finales.

L'Angola se joint aux camarades débutants du Ghana, Côte d'Ivoire et Togo avec la Tunisie en qualité de représentants de l'Afrique pour le tournoi d'Allemagne 2006.

La participation de l'Angola au prestigieux tournoi contribuera à la promotion du profil de l'Afrique Australe alors que la région se prépare pour l'historique Coupe Mondiale 2010 qui aura lieu en Afrique du Sud.

D'autres qualifiés de l'Afrique Australe au tournoi de la Coupe Mondiale furent le Zaïre (l'actuelle République Démocratique du Congo) en 1974, et l'Afrique du Sud en 1998 et 2002.

Lors des finales de la Coupe Africaine des Nations qui auront lieu en Egypte au début de 2006, l'Angola sera rejoint par les nations camarades de la SADC, la RDC, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe. Les cinq nations de la SADC sont parmi les 16 pays africains qui se sont qualifiés pour concourir au tournoi des biennales.

## Les Mémoires du boxeur légendaire Lottie Mwale vivent toujours

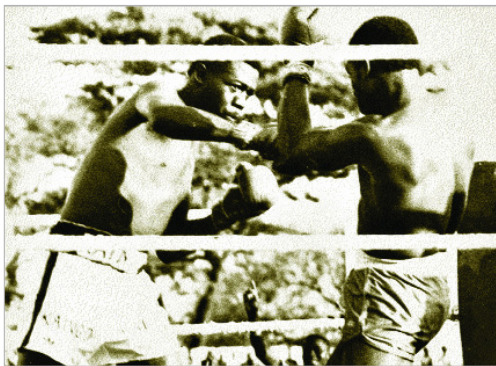
par Patson Phiri

**LA COULEUR** des gants qui ont mené le légendaire boxeur zambien, Lottie Mwale à une carrière réussie de boxeur sur une période de 24 ans s'est peut être fanée mais sa vie demeure dans la mémoire collective de son pays et de ses voisins.

Les disciples de Mwale se souviennent encore très bien de la façon dont ses gants de boxe bleus ont tenu pendant 477 combats. Il a tenu bon et n'en a perdu que trois.

Le succès de Mwale est incomparable, et la région lutte encore pour produire un boxeur de ce calibre.

La succession de combats remportés par Mwale inclut la Médaille d'Or du Commonwealth en



Lottie Mwale (à gauche) in action in 1979 with Malian boxer, Ba Sounkalo.

1974, suite à une longue période de boxe en amateur. Il a également gagné les Jeux Mondiaux Militaire en 1976 après avoir été promu professionnel à l'âge de 24 ans.

Puis il s'engagea dans une direction parallèle, contre toute attente. Après un an de boxe professionnelle, il a combattu Tony Sibson en Angleterre où il a maintenu ses tactiques héroïques et a gagné le combat.

Mwale fut tout simplement un phare de la boxe dans la région où il rassembla acclamation et soutien. Il fut surnommé "Gunduzani", inventé pour satisfaire au goût de ses supporters au pays. Gunduzani, dans sa langue natale, Nsenga, signifie "secoues les".

Ses tactiques de passe-passe de boxe, son autorité dans le ring et sa capacité à tenir sa

promesse envers ses supporters est une raison pour que sa mémoire vivent longtemps après son décès.

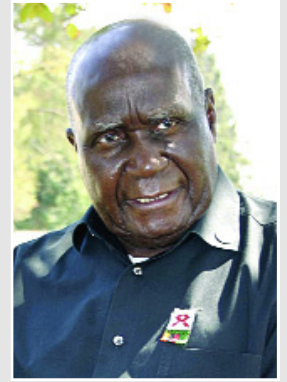
Mwale est mort récemment après une longue lutte contre la maladie de Parkinson qui a causé sa paralysie. Il fut fréquemment admis à l'Hôpital Universitaire de la Zambie jusqu'à ce qu'il se laisse mourir.

Il naquit en Zambie en 1952. La région de la SADC pleure la mort d'un boxeur légendaire.



## Exclusif - SADC Aujourd'hui Interview avec Kenneth David Kaunda

**POUR CONCLURE** l'année du Jubilé d'Argent de la SADC, nous avons interrogé Dr Kenneth Kaunda, premier Président de la Zambie et ancien Président des Etats de la Ligne de Front, sur ses perspectives sur l'histoire et les futurs défis de la SADC, une communauté régionale dont il a été un fondateur. L'interview fut menée par les journalistes zambiens Amos Chanda et Patson Phiri à la résidence de Dr Kaunda à Lusaka.



**Q** En revenant 25 ans plus tôt lors du Sommet fondateur que vous avez accueilli en 1980, quelles sont vos impressions de la région?

**KK** 1980 fut une année extraordinaire parce que la région émergeait juste de l'enveloppe d'isolement. Ce fut une année durant laquelle la région s'ouvrait au monde moderne.

J'ai reçu mes collègues de la Tanzanie, du Mozambique, de l'Angola, du Botswana et d'autres. Nous étions neuf en tout. Nous nous sommes réunis et avons discuté du début de cette nouvelle époque. C'était une heureuse occasion. Nous avons convenu d'aller de l'avant et de former une conférence de coordination [la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC)].

**Q** Quelle a été la motivation pour vous et vos collègues?

**KK** Nous étions engagés dans une lutte très amère contre l'apartheid. J'ai réalisé que le reste de la région ne serait pas entièrement libre si l'apartheid [en Afrique du Sud] continuait à sévir. La population blanche se pensait supérieure sur la base de sa couleur.

Il y avait un Premier Ministre de la Rhodésie et du Nyasaland, maintenant la Zambie, le Zimbabwe et le Malawi. Un premier ministre [Welensky] pour tous ces pays! Il y a eu un partenariat convenu avec les britanniques: le même partenariat qui existe "entre un cheval et un cavalier". Alors, en tant qu'homme noir, pouvez-vous échouer à identifier un "cheval" et un "cavalier"? Ils avaient des esprits tordus. Ce partenariat était un chantage. C'est ce qui a déclenché le début de la lutte. Il y avait l'apartheid, donc l'indépendance politique dont nous jouissions n'était pas suffisante. Nous dépendions de l'Afrique du Sud pour notre économie. J'ai pensé à l'unité. Vous voyez, les européens, en tant que pays individuels étaient toujours en pleine querelle. Pourtant, aujourd'hui ils forment une union. J'ai pensé que nous pourrions créer une communauté. Ce fut une conférence et maintenant une communauté.

**Q** Quelles sont à votre avis les difficultés auxquelles est confrontée la SADC aujourd'hui?

**KK** Nous avons progressé mais beaucoup reste encore à faire. Ce n'est pas facile. Même en Europe, il existe encore des difficultés. Ce sont de vieux pays mais qui ont encore des difficultés à parvenir à une unité vraie. Nous avons besoin de combattre la pauvreté et les maladies, le VIH et SIDA, etc.

**Q** Comment la région devrait-elle réagir envers le VIH et SIDA?

**KK** Il est encore nécessaire d'instaurer une structure institutionnelle mieux coordonnée. Les églises, les ONG et des organisations diverses devraient former un seul groupement régional parce que tous les pays ont été affectés. Ils ne peuvent se permettre de combattre le VIH et SIDA en tant que pays individuels parce que le peuple forme un seul peuple.

Mon humble suggestion est qu'il est nécessaire pour chaque pays de tenir une conférence nationale impliquant tous les dépositaires qui

devraient plus tard se rassembler en tant que région. Je trouve préoccupant que chaque pays et organisation travaillent dans l'isolement. Vous savez, nous sommes la zone la plus touchée dans cette région. En ce moment, il existe trop d'isolement.

**Q** Quelles sont vos vues concernant la paix et la sécurité dans la région de la SADC?

**KK** Les dirigeants, même dans les pays affectés de la région des Grands Lacs travaillent sans relâche. Je connais certains leaders auxquels l'Union Africaine a demandé d'unir ces nations. Mais le problème est profond. Très profond. Ces conflits sont financés par les maîtres coloniaux. Ils voulaient garder les pays dans l'isolement afin de pouvoir amasser les richesses de ces pays. Ils ont semé les graines de la destruction.

Mais comme on ne peut que les individus qui étaient derrière ce programme font maintenant. Donc, même lorsqu'ils tentent d'aider à arrêter ces guerres, il est nécessaire d'en trouver la cause profonde. Ils pourraient encore soutenir ces guerres, mais c'est donc juste une affaire de réorganisation.

Il ne sera pas facile d'arrêter les guerres dans ces nations soeurs mais j'apprécie les efforts déployés jusque là.

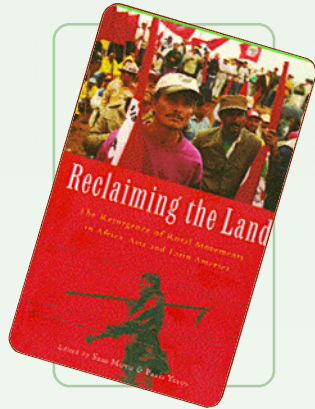
**Q** Avez-vous de l'espoir pour l'unité durable dans la région après la guerre civile en RDC et en Angola?

**KK** Nous devons apprécier ce qui s'est passé en Europe. Les européens ont eu des guerres mais ont surmonté cette situation. Ils s'unissent désormais, comme nous avons pu le voir dans l'établissement d'une devise uniforme, l'Euro. Cela fonctionne bien. Elle est devenue très célèbre...

Je rêve d'une situation où la SADC aura sa propre devise unique. Nous ne serons peut-être plus là en tant que pères fondateurs de la SADC lorsque la région accèdera à une seule devise, mais le jour viendra. Absolument.

A part cela, la libre circulation des personnes, des marchandises ainsi que des services est nécessaire. C'est cela la vraie unité. Pourquoi devrions-nous nous unir? Nous sommes tous des enfants de Dieu unis d'une ère de colonialisme. Nous devons éliminer les obstacles et parvenir à l'unité. J'espère que les dirigeants peuvent également mettre en place des institutions qui pourraient favoriser cette unité. Ils ont déjà accompli quelque chose mais ne doivent pas se reposer sur leurs lauriers. Ils doivent aller plus vite.

Les ministres du transport devraient examiner la possibilité de connecter les lignes ferroviaires existantes d'une région à l'autre afin que les populations puissent circuler librement et vers toute autre destination en Afrique à un coût rentable. Le chemin de fer Tanzanie-Zambie peut être relié à la Corne de l'Afrique. Dans le sud, la Zambie est déjà reliée au Zimbabwe et la ligne de chemin de fer peut être étendue à d'autres régions. C'est mon opinion sur ce que je voudrais que soit l'Afrique. Mais il est nécessaire d'avancer plus vite.



## La question de la terre et la réforme agraire sur trois continents

CET OUVRAGE examine la réapparition des mouvements ruraux en Afrique, Asie et Amérique Latine, notamment ceux qui ont récemment émergé au Brésil et au Mexique, au Zimbabwe et aux Philippines. D'autres en Afrique incluent le Malawi, le Ghana et l'Afrique du Sud, et une examination des conflits terrien en général en Afrique du sous-Sahara.

L'analyse est basée sur des études de cas qui cherchent à identifier leur composition sociale, stratégies, tactiques, et idéologies; à évaluer leurs relations avec d'autres acteurs sociaux, y compris les partis politiques, les mouvements sociaux urbains, et les agences d'aide internationale et autres institutions; et à examiner leur tactique la plus commune, l'occupation des terres, ses origines, rythme et orientations, ainsi que les réponses des gouvernements et des propriétaires terriens.

C'est la première étude comparative sur la terre et les réformes agraires à travers le Sud dans le contexte récent, parmi les difficultés de la globalisation. Elle examine la structure du mouvement d'occupation des terres au Zimbabwe et le complexe hérité agro-industriel, ainsi que les influences idéologiques et le rôle des institutions financières internationales. Diverses formules de réforme agraire sont présentées. Le livre prédit que l'absence de terre et le désir ardent pour la terre augmentera au Malawi et en Afrique du Sud dans un avenir prévisible.

L'impact potentiel à long terme de ces mouvements ruraux est démontré. En terme économique, la possibilité de s'attaquer à la pauvreté par la redistribution est examinée ainsi que la réorganisation de la production sur une base plus efficace et socialement responsable. En termes politiques, le rôle et l'impact sur les propriétaires terriens et le capital transnational sont examinés.

L'ouvrage compile pour la première fois à travers les trois continents, une série intellectuellement consistante d'enquêtes originales dans cette nouvelle génération de mouvements sociaux ruraux.

*Reclaiming the Land (Revenir à la Terre)*, édité par Sam Moyo et Paris Yeros, publié par David Philip/New Africa Books à la Ville du Cap et ZED Books à Londres, en association avec l'Institut Africain pour les Etudes Agraires, 2005.

## Gestion de l'Information et son impact sur le développement

CET OUVRAGE porte sur l'élargissement du manque d'information et son impact sur le développement. Ce n'est pas un livre sur la technologie, mais sur l'importance de gérer l'information sous toutes ses formes.

Remarquant que le développement porte "largement sur l'habilitation", l'ouvrage explique qu'il existe deux éléments cruciaux: les populations devraient avoir les informations nécessaires pour faire leurs choix; et leurs vues devraient être prises en compte et écoutées.

Le livre est destiné aux responsables du développement dans tous les secteurs, et argumente que l'information devrait être la responsabilité de tous dans toute organisation, surtout les directeurs. Il montre qu'une gestion efficace de

l'information est presque toujours reliée au renforcement de capacité. "La valeur de l'information est la façon dont elle est utilisée."

Le texte est bien organisé, bien écrit et accessible. Le contenu comprend les chapitres attendus sur comment utiliser la connaissance et le rôle de la TIC, joint à des concepts innovateurs tels que "l'architecture de l'information" (flot de l'information au sein d'une organisation), économiques de l'information (ressources financières), et approches stratégiques.

Information Management for Development Organisation (*Gestion de l'Information pour les Organisations de Développement*), par Mike Powell, seconde édition, publiée par Oxfam GB, 2003.

## PUBLICATIONS

### Protocol on the Facilitation of Movement of Persons

14pp.

Gaborone, Botswana, Secrétariat de la SADC, 2005

L'objectif général de ce protocole est de développer des politiques visant à l'élimination des obstacles au mouvement des populations de la région dans et au sein des territoires des états parties.

Disponible au: Secrétariat de la SADC  
P. Bag 0095, Gaborone, Botswana.

Courriel: registry@sadc.int  
www.sadc.int

### The Illegitimacy of External Debts: the Case of the Democratic Republic of Congo

32pp.

Harare, Zimbabwe, AFRODAD, 2005

Ce rapport tente d'établir et de documenter l'illégitimité de la dette étrangère de la RDC. Il ajoute que l'énorme portion de la dette externe de la RDC ne devrait pas être une obligation pour la nation, puisque c'est une dette de régime, une dette personnelle du pouvoir qui l'a perpétré – mené par Mobutu Sese Seko – et par conséquent elle aurait dû être éliminée lors de sa chute du pouvoir.

Disponible au: Forum Africain et Réseau sur la Dette et le Développement (AFRODAD). P.O. Box CY1517, Causeway, Harare, Zimbabwe. Courriel: afrodad@afrodad.co.zw. Site web: www.afrodad.org

### The Loan Contraction Process in Africa -- Making Loans Work for the Poor: the Case of Mozambique

28pp.

Harare, Zimbabwe, AFRODAD, 2005

Le taux de la dette externe du Mozambique s'est accéléré depuis les années 80 à la suite de facteurs politiques associés à la guerre civile et de désastres naturels cycliques qui ont affecté le pays. Ceci a eu pour conséquence l'échec de la mise en oeuvre de certains projets nationaux lorsqu'une partie des finances externes furent allouées pour les secours. Malgré l'impact positif de l'initiative des Pays Pauvres Lourdemment Endettés (PPLÉ) en termes d'allègement du fardeau de la dette, la dette externe demeure une menace sérieuse pour l'ensemble des efforts destinés à la réduction de la pauvreté et au développement socio-économique. Disponible au: Forum Africain et Réseau sur la Dette et le Développement (AFRODAD), Harare.

### Zimbabwe Millennium Development Goals: 2004 Progress Report

72pp.

Harare, Zimbabwe, PNUD, 2004

Ce premier rapport des Objectifs de Développement du Millénaire pour le Zimbabwe (ODM) cherche à réaffirmer l'engagement du Zimbabwe au développement social et à l'éradication de la pauvreté. En reconnaissant le lien puissant entre la pauvreté, la disparité des sexes et la pandémie VIH et SIDA, le rapport attire l'attention sur les Objectifs 1 (pauvreté), 3 (habilitation des femmes) et 6 (VIH et SIDA), comme objectifs nationaux prioritaires, qui sous-tendent l'accomplissement des ODM au Zimbabwe. Disponible au: PNUD 8th floor, Takura House, 67-69 Nkwame Nkrumah Avenue, Harare. Courriel: registry.zw@undp.org. Site web: www.undp.org.zw



LA COMMUNAUTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT  
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI  
SADC Aujourd'hui Vol. 8 No. 5 Décembre 2005



**SADC AUJOURD'HUI** est produit en tant que sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

**REDACTEUR**  
Munetsi Madakufamba

**COMITE DE REDACTION**  
Chengetai Madziwa, Bayano Vally, Eunice Kadiki, Mukundi Mutasa,  
Chenai Mufanawejingo, Chipso Muvezwa, Alfred Gumbwa, Maidei Musimwa,  
Pamela Mhlanga, Phyllis Johnson

**CONSEILLER A LA REDACTION**  
Petronilla Ndebele  
Responsable par interim de l'Information à la SADC

**TRADUCTION**  
Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2005

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

**Abonnez vous aujourd'hui**

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à [www.sadc.int](http://www.sadc.int) et [www.sardc.net](http://www.sardc.net)

**CONCEPT & MISE EN PAGE**  
Tonely Ngwenya  
Arnoldina Chironda

**PHOTOS & ILLUSTRATIONS**  
p1,2,7(B/W),12 (en haut),13 (à gauche), *The Herald*; p5 Secrétariat de la SADC;  
p6 Juakali Kambale; p7 (en haut à gauche), D Martin APC; p8-9 B Vally SARDC;  
p10 M Mutasa SARDC; p7,11, SARDC; p12 (en bas), *Zambia Daily Mail*;  
p13 (right) Mackson Wasamunu

**EMISSION & IMPRESSION**  
DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:  
Le Rédacteur, SADC TODAY  
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe  
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271  
[sadctoday@sardcnet](mailto:sadctoday@sardcnet)

ou  
SADC HOJE  
SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique  
Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178  
[sardc@maputo.sardc.net](mailto:sardc@maputo.sardc.net)  
Information 21. Sites web  
[www.sadc.int](http://www.sadc.int) [www.sardc.net](http://www.sardc.net) [www.ips.org](http://www.ips.org) [www.saba.co.za](http://www.saba.co.za)

SADC AUJOURD'HUI est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration régionale par le biais du partage d'informations et de connaissance, sur la base des affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et des liens parmi les populations de la région, et de contribuer à l'avancement du programme de la SADC dans le 21<sup>ème</sup> siècle.

**CALENDRIER DES EVENEMENTS 2005**

25 Nov-10 Déc  
Global

**16 Journées d'Activisme contre la Violence contre les Sexes**  
"Pour la Santé des Femmes, pour la Santé du Monde: Non à la Violence" est le thème de cette commémoration annuelle, une continuation de 2004, qui met l'emphase sur les connections entre les droits de la femme, la violence contre les femmes et la santé des femmes.

Décembre  
1 Botswana

**Lancement du 1er Rapport de la SADC sur le VIH et SIDA**

8-9 Inde

**Forum SADC-Inde**

Le forum inaugural aura lieu sur la base d'un Accord entre la SADC et le gouvernement de l'Inde signé en octobre 1997. L'Accord four nit une structure pour promouvoir la coopération technique sur les zones identifiées de priorité économique pour le développement régional.

5-7 Botswana

**Conférence sur le Dialogue des Dépositaires, Initiative de Participation et Gestion de Réseau**

Plan d'Action Zambezi Projet 6 Phase 2. Le bureau régional de l'IUCN pour l'Afrique Australe et le Centre de Ressource de l'Environnement Musokotwane de la SADC organisent une conférence pour discuter du développement d'une stratégie de gestion des ressources des eaux intégrées pour le Bassin de la Rivière du Zambèze, pour consulter avec les dépositaires, et partager des informations sur les autres initiatives de cours d'eau.

7 Mozambique

**Comité d'Organisation du Réseau pour la Sécurité des Semences de la SADC**

Réunion organisée par le Conseil d'Administration pour l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (FANR) afin de développer la méthodologie pour un système d'avertissement précoce pour la sécurité des semences.

8-9 Mozambique

**Harmonisation des Règlements sur les Semences**

Un atelier des secrétaires permanent de la SADC et des directeurs de politique et planification.

13-18 Chine

**Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**

La Conférence Ministérielle est l'autorité supérieure de l'OMC et prend des décisions sur toutes les affaires sous l'égide des accords commerciaux multilatéraux. Cette année, la conférence se réunira pour la sixième fois depuis 1995.

Janvier 2006  
24-29 Global

**6ième Forum Mondial Social**

Qui aura lieu simultanément dans trois régions du monde au Mali, Vénézuéla et Pakistan, le forum fournit une opportunité pour les mouvements sociaux, ONG et organisations de société civile contrairement au néo-libéralisme et impérialisme capital pour débattre et formuler les propositions et les plans pour action.

26-29 Suisse

**Forum Mondial Economique**

Un forum international qui rassemble des leaders de la société commerciale et civile, les media et les décideurs pour un programme intensif de cinq jours d'ateliers et de table ronde qui portent sur des questions économiques cruciales.

Février  
14-17 Ile Maurice

**Réunion sur la Promotion de l'Investissement dans l'Ingénierie Légère & la Coopération Commerciale**

Organisée au sein de la structure du Programme d'Investissement UE-SADC (ESIPP), un programme commun est conçu pour attirer l'investissement étranger dans la région. La réunion vise à promouvoir le développement du secteur d'ingénierie légère par une série de réunions d'affaires en tête-à-tête avec des investisseurs.

20-24 Botswana

**Conseil des Ministres de la SADC**

Les ministres de chaque états membres siègent au Conseil, provenant en général des ministères des Affaires Etrangères, Développement Economique, Planification et Finance. Le Conseil est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et développement de la SADC, et d'assurer que les politiques soient correctement mises en place, ainsi que de faire des recommandations au Sommet.

# 30 années

Indépendance de l'Angola  
11 Novembre 1975-2005



## BW Mkapa sur les valeurs de la liberté, et l'espoir pour la dignité

NOS ANCIENS nous ont appris qu'un arbre aux racines profondes ne peut être facilement déraciné. La SADC a des racines profondes. Nous ne pouvons oublier ces racines – racines qui sont profondément enracinées dans la camaraderie façonnée dans une lutte commune pour la liberté, la justice et pour la dignité.

Grâce à l'histoire, la Tanzanie est devenue indépendante par la majorité plus tôt que les autres pays de l'Afrique Australe et par un ferme engagement pratique au principe – que notre liberté demeurerait incomplète aussi longtemps que nos frères et soeurs du reste du continent ne sont pas libres – la Tanzanie est devenue le pays de choix pour les partisans et les révolutionnaires.

Nous avons volontairement joué ce rôle, le considérant non pas comme un fardeau sur nos épaules, mais comme un privilège ressenti dans nos coeurs pour incarner fermement la justice, pour une humanité gouvernée par les principes et pour la dignité. C'était, en vérité, un privilège de travailler avec ceux d'entre vous qui faisiez parties de la lutte.

C'est désormais un lieu et une période de rélection; où nous pouvons évoquer la guerre courageusement combattue et gagnée à juste titre. Les temps ont changé, oui. Mais la valeur de notre liberté n'a pas diminué. Nous avons puisé notre inspiration du passé, et instauré un engagement gouverné par les principes à une lutte partagée pour développement économique régional équilibré.

Car, la liberté politique dans la pauvreté n'est qu'une moitié de liberté. Lorsque vous êtes pauvres matériellement, les gens ont tendance à penser que vous êtes pauvres intellectuellement. Alors, ils veulent penser pour vous, et décider pour vous. Alors, ça n'est pas la liberté ...

Deux ans avant que le Tanganyika d'alors n'accède à l'indépendance, Mwalimu Julius K. Nyerere s'est adressé au Conseil Législatif du Tanganyika de l'époque, et il a dit:

*"Nous, le peuple du Tanganyika, souhaiterait allumer une bougie et la placer au sommet du Mont Kilimanjaro afin qu'elle brille au delà de nos frontières pour donner de l'espoir là où il y a du désespoir, de l'amour là où il y a de la haine, et de la dignité où il n'y avait qu'humiliation."*

Aujourd'hui, tous nos pays sont libres en termes politiques, mais nos peuples ont encore besoin d'espoir – espoir non pas d'exister uniquement, mais de vivre bien; espoir non pas de continuer à être libre uniquement, mais d'être libre dans la décence et la dignité.

Je vous souhaite la bienvenue en Tanzanie afin qu'ensembles nous puissions nous modeler en bougie des temps modernes, dont la lueur brillera au delà des frontières de chaque pays membres individuels, et également dans le reste de notre continent, donnant espoir là où il y a désespoir, amour là où il y a haine et dignité qui résulte de la victoire dans la guerre contre la pauvreté, et le VIH et SIDA.

*Extrait du discours du le Président hôte, accueillant les collègues au Sommet de la SADC, Hall du Jubilé de Diamant, Dar es Salaam, 25 août 2003. Mkapa a servi en qualité de troisième Président de la République Unie de la Tanzanie de 1995 à 2005.*

## Nous reviendrons

Dans nos foyers, vers nos récoltes,  
Sur nos plages, dans nos champs  
Nous reviendrons

Vers nos terres  
Rouges des grains de café  
Blanches des fleurs de coton  
Verte des champs de maïs  
Nous reviendrons

Vers nos mines de diamants  
Or, cuivre, pétrole  
Nous reviendrons

Vers l'ombre du mulemba  
A nos traditions  
Aux rythmes et feux de joie  
Nous reviendrons

Au marimba et quissange  
Vers notre carnaval  
Nous reviendrons

Vers notre belle patrie angolaise  
Notre terre, notre mère  
Nous reviendrons

Nous reviendrons  
Pour libérer l'Angola  
Indépendant Angola.

Un poème par Agostinho Neto, Prison Aljube à Lisbonne, octobre 1960

Extrait de *Sacred Hope – Poems* par Agostinho Neto, publié par Angolan Writers Union, 1986, sponsorisé par la Banque Nationale de l'Angola. Traduit en anglais par Marga Holness. Peinture Original par António Domingues dans la collection privée de l'auteur.

## Jours fériés dans la SADC Décembre 2005- février 2006

9 décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 décembre	Journée des Droits de l'Homme	Namibie
16 décembre	Journée de la Réconciliation	Afrique du Sud
22 décembre	Journée de l'Union Nationale	Zimbabwe
25 décembre	Noël	Toute la SADC
26 décembre	Journée de la Boxe	Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Malawi
26 décembre	Journée de l'Amitié	Afrique du Sud
26 décembre	Journée de la Famille	Namibie
26 décembre	Jour Férié	Zambie, Zimbabwe
27 décembre	Jour Férié	Zimbabwe
1 janvier	Jour de l'An	Tous les pays
2 janvier	Jour Férié	Ile Maurice
3 janvier	Jour Férié	Botswana, Malawi
4 janvier	Journée des martyrs	Angola, RDC
10/11 janvier	Eid-ul Adha	Tanzanie, Ile Maurice
12 janvier	Journée révolutionnaire du Zanzibar	Tanzanie
15 janvier	Journée John Chilembwe	Malawi
17 janvier	Journée du héros Lumumba	RDC
17 janvier	Jour Férié	Malawi
18 janvier	Journée du héros Kabila	RDC
25 janvier	Thaiposam Cavadee	Ile Maurice
1er février	Abolition de l'esclavage	Ile Maurice
3 février	Journée des héros	Mozambique
4 février	Journée de la lutte nationale armée	Angola
11 février	Thaiposam Cavadee	Ile Maurice
26 février	Maha Shivratri	Ile Maurice

\* Tributaire de la visibilité de la lune

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale